

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ARSÈNE
M.R.C. DE RIVIÈRE-DU-LOUP

RÈGLEMENT NUMÉRO 168

**AUX FINS D'AMENDER LE RÈGLEMENT NUMÉRO 135 RELATIF AU ZONAGE DE
FAÇON À MODIFIER LA DÉFINITION D'ABRI FORESTIER**

ASSEMBLÉE RÉGULIÈRE du Conseil municipal de la municipalité
de Saint-Arsène, tenue le 5^{ième} jour du mois d'avril 1994, à ^{20h29} heures, à
l'endroit ordinaire des réunions du Conseil, à laquelle étaient présents :

SON HONNEUR LE MAIRE :	MONSIEUR VINCENT DIONNE
LES CONSEILLERS :	Marcel Plourde
	Maurice Lemelin
	Robert Lebel
	Omer Gendron
	Jacques Malenfant
	Serge Bérubé

Tous membres du Conseil et formant quorum.

Il est constaté que les avis aux fins de la présente assemblée ont été
donnés à tous et à chacun des membres du Conseil de la manière et dans le
délai prévus par la Loi;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Saint-Arsène est assujettie
aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

MUNICIPALITÉ DE SAINT-ARSÈNE
Règlement numéro 168

URBATIQUE INC.

Livre des Règlements p. 188-29
Livre des minutes p. 1040-29

CONSIDÉRANT l'obligation, pour la municipalité de Saint-Arsène d'adopter un plan d'urbanisme et une réglementation d'urbanisme conformes aux dispositions du schéma d'aménagement de la MRC de Rivière-du-Loup de son document complémentaire;

CONSIDÉRANT QUE le règlement de zonage, adopté par le règlement numéro 135 en date du 3 juin 1991 est en vigueur depuis le 18 juillet 1991;

CONSIDÉRANT que le Conseil de cette municipalité juge approprié de modifier ledit règlement numéro 135 de façon à modifier la définition d'abri forestier;

CONSIDÉRANT que le Conseil de cette municipalité a, lors d'une séance tenue le 7ième jour du mois de mars 1994, adopté, par résolution, ce règlement;

CONSIDÉRANT qu'une assemblée de consultation publique portant sur ce règlement a eu lieu le 28 mars 1994;

IL EST PROPOSÉ PAR :

Serge Bérubé

APPUYÉ PAR :

Omer Gendron

MUNICIPALITÉ DE SAINT-ARSÈNE
Règlement numéro 168

URBATIQUE INC.

Livre des Règlements p. 128-30

Livre des minutes p. 1040-30

IL EST EN CONSÉQUENCE ORDONNÉ ET STATUÉ PAR
RÈGLEMENT DE CE CONSEIL PORTANT LE NO 168 ET CE
CONSEIL ORDONNE ET STATUE COMME SUT :

Article 1 Le présent règlement est intitulé : "Règlement numéro 168 aux fins d'amender le règlement numéro 135 relatif au zonage de façon à modifier la définition d'abri forestier".

Article 2 Le présent règlement a pour objet de modifier le règlement numéro 135 relatif au zonage adopté par le conseil lors d'une séance tenue le 3 juin 1991 afin de modifier la définition d'abri forestier.

Article 3 Le texte de l'article 1.6.3 est abrogé et remplacé par le suivant :

"Bâtiment complémentaire à l'usage forestier servant principalement au remisage de l'outillage nécessaire au travail en forêt et pouvant aussi abriter temporairement des personnes pendant la durée des travaux forestiers."

Article 4 Le chapitre 7 intitulé "Normes relatives aux constructions et usages complémentaires" est modifié par l'ajout à la suite de l'article 7.3.4.2 de l'article suivant :

"7.3.4.3 Abri forestier

Un abri forestier ou camp forestier peut être implanté en tant que construction complémentaire à une

exploitation forestière, à la condition de satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° l'abri forestier s'il est utilisé principalement à des fins de coupes forestières;
- 2° l'abri peut abriter des personnes, de façon temporaire, durant la période des travaux;
- 3° en aucun temps l'abri doit être utilisé comme résidence secondaire (chalet) ou résidence permanente;
- 4° une seule unité relative à l'abri d'une superficie de 25 m², d'un seul étage, soit un maximum de 4,5 mètres et sans fondations permanentes est autorisée sur le terrain;
- 5° l'abri ne peut être desservi de façon permanente par le réseau électrique d'Hydro-Québec et doit être dépourvu d'eau courante (tuyauterie sous pression mécanique).
- 6° le lotissement du terrain n'est pas obligatoire;
- 7° l'abri forestier doit être situé à au moins 60 m de toute route principale;
- 8° ledit abri doit être convenablement entretenu."

Article 5

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

Adopté à Saint-Arsène

Ce 5ième jour du mois d'avril 1994.



Vincent Dionne, maire



François Michaud, secrétaire-trésorier

Copie certifiée conforme

Donnée à Saint-Arsène

ce 5ième jour du mois

d'avril 1994.



François Michaud, secrétaire-trésorier